

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STLG

Route du Petit Fossard
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/23- **2873**
Code AIOT : 0006502896

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection du 5 octobre 2023 dans l'établissement STLG implanté 34 route de Cannes-Écluses à Varennes-sur-Seine (77130). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.

Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 5 octobre 2023 de l'établissement STLG implanté 34 route de Cannes-Écluses à Varennes-sur-Seine s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STLG
- 34 route de Cannes Ecluses 77130 Varennes-sur-Seine
- Code AIOT : 0006502896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société L. MARCHETTO était autorisée, par arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005, à exercer une activité de démantèlement de péniches, ainsi qu'une activité de tri, transit et regroupement de déchets métalliques, dans l'établissement implanté 34 route de Cannes-Écluses à Varennes-sur-Seine.

Par lettre préfectorale du 10 mai 2011, le Préfet de Seine-et-Marne a accordé, suite à l'entrée en vigueur du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, le bénéfice des droits acquis pour les activités exploitées au titre des rubriques :

- 2712-2 « Installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m² », pour une surface de 600 m² (régime de l'autorisation),
- 2713-2 « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 », pour une surface de 500 m² (régime de la déclaration).

Suite à la liquidation judiciaire de la société L. MARCHETTO, le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte, par récépissé en date du 23 mars 2017, du changement d'exploitant de l'établissement au bénéfice de la société STLG.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative des installations	Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 1.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 5.1.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	Sans objet
3	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 5 octobre 2023, il a été constaté que la société n'exploite aucune activité dans l'établissement implanté 34 route de Cannes-Écluses à Varennes-sur-Seine (77130), depuis la reprise de l'établissement par la société, dont il avait été pris acte le 23 mars 2017.

L'exploitation des installations ayant été interrompue pendant plus de trois années consécutives, aux termes de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, il ressort que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005 a par conséquent cessé de produire effet.

Aussi, il appartient à la société d'organiser la cessation des activités conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, ainsi qu'à l'article 1.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 1.2
Thème(s) : Autre, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement situé au 34 route de Cannes-Écluses à Varennes-sur-Seine, était autorisé par arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005, à exercer une activité de démantèlement de péniches, ainsi qu'une activité de tri, transit et regroupement de déchets métalliques.</p> <p>Par lettre préfectorale du 10 mai 2011, le Préfet de Seine-et-Marne a accordé, suite à l'entrée en vigueur du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, le bénéfice des droits acquis pour les activités exploitées au titre des rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2712-2 « Installations de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m² », pour une surface de 600 m² (régime de l'autorisation), • 2713-2 « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 », pour une surface de 500 m² (régime de la déclaration).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 5 octobre 2023, il a été constaté que la société STLG n'exerçait aucune activité de démantèlement de péniches ou d'activité de tri, transit ou regroupement de déchets métaux ou de déchets de métaux, ni aucune autre activité relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans l'établissement du 34 route de Cannes-Écluses.</p> <p>L'exploitant a confirmé que les activités précédemment exploitées par la société L. MARCHETTO, n'avaient jamais été mises en œuvre sur le site par la société STLG. Cette dernière a précisé avoir uniquement procédé à l'évacuation des déchets entreposés sur la plateforme extérieure lorsqu'elle à la reprise du site.</p> <p>En revanche, dans la mesure où l'exploitation des installations a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, aux termes de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, il ressort que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005 a cessé de produire effet.</p> <p>De ce fait, la société STLG ne dispose plus d'autorisation pour exploiter les installations précitées.</p> <p>Aussi, il lui appartient d'organiser la cessation des activités conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 1.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; — 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de l'inspection du 5 octobre 2023, il a été constaté la présence, à l'intérieur du bâtiment principal, de 4 grands récipients pour vrac (GRV) de 1 000 litres chacun, partiellement remplis d'huile, qui n'étaient pas disposés sur rétention. Au cours de la visite, l'exploitant s'est engagé à évacuer lesdits GRV de l'établissement et a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs de cette évacuation, effectuée le lendemain de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : Lors de la visite du 5 octobre 2023, il a été constaté que l'établissement est surveillé en permanence par un gardien, qui loge sur place dans un bâtiment spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 51.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets sont réalisées sur des aires étanches, maintenues

propres et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Cette aire est clairement délimitée.
Constats : Lors de la visite du 5 octobre 2023, il a été constaté la présence de plusieurs tas de déchets, entreposés à l'intérieur du bâtiment principal : <ul style="list-style-type: none"> un tas d'une dizaine de m³ de déchets divers, déposés par le gardien chargé de la surveillance du site. Postérieurement à la visite, l'exploitant a justifié avoir mis en benne ces déchets, de sorte à éviter tout risque de pollution, un tas de résidus de broyage de plusieurs centaines de m³. Il ressort que ces résidus de broyage sont issus de l'ancienne activité de la société L. MARCHETTO et avaient été inventoriés par acte d'huissier, établi en date du 8 juin 2017, dans le cadre de la reprise de l'établissement par la société STLG. Il appartiendra à la société STLG de gérer ces déchets dans le cadre de la cessation d'activité de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué que les activités précédemment exploitées par la société L. MARCHETTO, n'avaient jamais été mises en œuvre sur le site par la société STLG. L'exploitation des installations ayant été interrompue pendant plus de trois années consécutives, aux termes de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, il ressort que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 05 DAI 2 IC 065 du 13 mai 2005 a par conséquent cessé de produire effet. De ce fait, la société STLG ne dispose plus d'autorisation pour exploiter les installations précitées. Aussi, il lui appartient d'organiser la cessation des activités conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 1.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC